

# Safia CAZET

Maître de conférences HDR en droit public à l'Université de la Réunion

Membre du Centre de recherche juridique (EA 14)

0262938473

safia.cazet@univ-reunion.fr



## Cursus universitaire

2018	Habilitation à diriger les recherches soutenue à l'Université de La Réunion le 5 septembre 2018
2013-2014	Sous admissible au premier concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur en droit public
2011	Qualification aux fonctions de Maître de conférences en droit public
2004-2008	Doctorat de droit soutenu à l'Université de La Réunion le 1er octobre 2008. Très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité. Autorisation à diffuser la thèse en l'état. Autorisation à concourir en vue de l'obtention d'un prix
2003-2004	DEA Etudes juridiques obtenu à l'Université de La Réunion. Mention bien
2002-2003	Maîtrise de Droit privé général obtenu à l'Université Bordeaux IV. Mention assez bien
2001-2002	Licence de droit obtenue à l'Université de La Réunion. Mention bien
1999-2001	DEUG de Droit obtenu à l'Université de La Réunion. Mention bien

## Cursus professionnel

2011-	Maître de conférences en droit public à l'Université de La Réunion
2009-2011	Vacataire en droit public à l'Université de La Réunion
2007-2009	ATER en droit public à l'Université de La Réunion
2004-2007	Allocataire de recherche et moniteur à l'Université de La Réunion
2003-2004	Moniteur des bibliothèques en 2003-2004 à la Faculté de droit et d'économie de l'Université de La Réunion

## Responsabilités administratives

2022-	Directrice du département Droit public
-------	--

## Fonctions électives

2023-	Membre du Conseil de Faculté
-------	------------------------------

## Activités pédagogiques

2016-2019	Responsable pédagogique du Master 1 Droit public
Juin 2016	Membre du comité de sélection au recrutement sur le poste n° 4156 en juin 2016
2015-2016	Responsable du Master 1 Droit public Membre de la Commission de validation des acquis Participation à la Journée Portes Ouvertes sur le campus du Moufia
2013-2015	Responsable pédagogique de la Licence 2 Droit-Moufia Responsable du Master 1 Territoire, Risque et Action publique Membre de la Commission de validation des acquis Membre du Comité stratégique des usages du numérique
Septembre 2013	Membre du comité de sélection au recrutement sur les postes n° 4072 et n° 4073
2012-2013	Responsable pédagogique de la Licence 2 Droit-Moufia Participation au Salon de l'Éducation en novembre 2012 Participation à la Journée Portes Ouvertes sur le campus du Tampon le 28 février 2013
2011-2012	Responsable pédagogique de la Licence 2 Droit-Moufia Coaching de l'équipe des étudiants de Licence 2 de Droit-Moufia en vue de la Diagonale des Juristes du 19 mai 2012 Participation à la Journée Portes Ouvertes sur le campus du Tampon le 9 février 2012 Participation au Salon de l'Éducation le 17 novembre 2011 Participation aux Cordées de la Réussite avec les lycéens du Lycée Le Verger à Sainte Marie

## Responsabilités scientifiques

2018-2019	Responsable de la chronique « Droit administratif » à la Revue juridique de l'Océan Indien (RJOI)
2015- 2017	Responsable de la chronique « Droit administratif » à la Revue juridique de l'Océan Indien (RJOI) Secrétaire de rédaction de la Revue juridique de l'Océan Indien
2011-2015	Responsable de la chronique « Droit administratif » à la Revue juridique de l'Océan Indien (RJOI) Trésorière adjointe de la LexOI Secrétaire de rédaction de la Revue juridique de l'Océan Indien

## Activités d'enseignement

2022-2023	Droit administratif général	Licence 2 Droit (cours annuel de 72h)
	Système juridique de l'Union européenne	Licence 3 Droit (10h)
2021-2022	Droit administratif général	Licence 2 Droit (cours annuel de 72h)
	Droit administratif général	Licence 3 AES (30h)
	Système juridique de l'Union européenne	Licence 3 Droit (36h)
	Secteur public et parapublic local	Master 2 Droit public (21h)
2019-2020	Droit administratif général	Licence 2 droit Tampon (42h- Semestre 1)
	Droit administratif général	Licence 2 Droit Saint Denis (42h- Semestre 2)
	Système juridique de l'Union européenne	Licence 3 Droit (36h)
	Secteur public et parapublic local	Master 2 Droit public (21h)
2018-2019	Droit des institutions européennes	Licence 2 Droit (30h)
	Droit administratif général	Licence 2 Droit (cours annuel de 84h)
	Système juridique de l'Union européenne	Licence 3 Droit (36h)
	Secteur public et parapublic local	Master 2 Droit public (21h)
2017-2018	Secteur public et parapublic local	Master 2 Droit public (15h)
	Droit administratif général	Licence 2 droit (cours annuel de 84 h)
	Système juridique de l'Union	Licence 3 Droit (36 h)
2016-2017	Secteur public et parapublic local	Master 2 Droit public (15h)
	Droit de la responsabilité administrative	Master 1 Droit public (24h)
	Droit public économique	Licence 3 Droit (36h)
	Système juridique de l'Union	Licence 3 Droit (36 h de CM et 36h de TD)
2015-2016	Droit de la responsabilité administrative	Master 1 Droit public (24h)
	Actualité de droit public	Master 1 Droit public (2h)
	Droit public économique	Licence 3 Droit (72h- Campus nord et sud au second semestre)
	Institutions de l'Union européenne	Licence 2 Droit (30 h)
2014-2015	Droit public des affaires	Master I Droit public (30 h)
	Droit administratif	Licence 2 Droit (126 h-Campus nord et campus sud au second semestre)
	Institutions de l'Union européenne	Licence 2 Droit (24 h)
2013-2014	Droit public des affaires	Master I Droit public (30 h)
		Institut d'études judiciaires (10 h)

	Méthodologie de la recherche	Master 2 Territoire Risque et Action publique (5h)
	Droit administratif	Licence 2 Droit (126 h-Campus nord et campus sud au second semestre) Collège de droit (6 h)
	Institutions de l'Union européenne	Licence 2 Droit (24 h)
	Système juridique de l'Union européenne	Collège de droit L 3(4h)
2012-2013	Droit public des affaires	Master I Droit public (30 h) Institut d'études judiciaires (10 h)
	Droit administratif général	Licence 2 Droit (84 h) Collège de droit (6 h) Institut d'études judiciaires (10 h)
	Institutions de l'Union européenne	Licence 2 Droit (24 h)
	Droit communautaire matériel (TD)	Master 1 Droit public (15 h)
2011-2012	Droit public des affaires	Master I Droit public (30 h) Institut d'études judiciaires (10 h)
	Droit administratif général	Licence 2 Droit (82 h) Collège de droit (10 h)
	Institutions de l'Union européenne	Licence 2 Droit (24 h)
	Institutions administratives et juridictionnelles	Licence 1 Administration économique et social (24 h)

## Encadrement de mémoires

2018-2019	PAVADY Anaïs, Les fondements juridiques d'un recours en excès de pouvoir contre la carence des pouvoirs publics en matière d'adaptation au changement climatique, Mémoire de recherche, Master 1 Droit public HIBON Marine, Rapport de stage dans le cadre d'une alternance avec la CINOR, Master 2 Droit public
2017-2018	JULIENNE Camille, Les routes régionales, Mémoire de recherche, Master 2 droit public VALLIAMEE Maeva, L'application du droit de la concurrence aux propriétés publiques, Mémoire de recherche, Master 2 droit public COURTOIS Marie, La loi Léonetti et la fin de la vie, Mémoire de recherche, Master 1 Droit public
2016-2017	GOULAMALY Mickael, « La gestion par les autorités publiques des violences entourant les manifestations sportives et le respect des droits et des libertés fondamentaux des supporters », Mémoire de recherche, Master 1 Droit public.

	<p>JULIENNE Camille, « La sécurité alimentaire dans l'Union européenne », Mémoire de recherche, Master 1 Droit public.</p> <p>BOYER Mérédith, Rapport de Stage (Commune de Saint Benoit, direction du développement</p> <p>ENCATASSAMY Jérémy, « Le contrôle de l'interventionnisme public économique local », Mémoire de recherche, Master 1 Droit public.</p> <p>PUCET Virginie, « Les sociétés publiques locales et le droit de l'Union européenne », Mémoire de recherche, Master 2 Droit public</p> <p>CADET Magalie, « La Police de la plage », Mémoire de recherche, Master 2 Droit public</p>
2014-2015	<p>LANGLOIS Cathy, « Réflexions autour de la délivrance des autorisations d'urbanisme », Rapport de stage de Master 1 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2015, 24 p. (sous la direction de Mme Béryl Sadoun)</p> <p>BANGUI Bilal, « Les marchés publics du Conseil départemental », Rapport de stage de Master 1 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2015, 40 p. (sous la direction de Fabien Grondin)</p>
2013-2014	<p>BAPIKI Danial, « La Société publique locale satisfait-elle aux besoins des collectivités territoriales de la Réunion ? », Mémoire de recherche de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 78 p.</p> <p>BAPIKI Danial, Rapport de stage de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 38 p. (Région Réunion, sous la direction de M. Sulliman Omarjee)</p> <p>ELLY Bénédicte, « Les collectivités territoriales et le monde associatif : un partenariat encadré qui s'inscrit dans une cohabitation fondée sur des relations ambiguës », Mémoire de recherche de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 42 p.</p> <p>OGNARD Élisabeth, « L'influence du droit de l'Union européenne sur le droit de la propriété des personnes publiques », Mémoire de recherche de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 59 p.</p> <p>OGNARD Élisabeth, Rapport de stage de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 35 p. (CIREST, sous la direction de Monsieur Steven Bamba)</p> <p>PANURGE Jean Nicolas, « Le critère de l'investisseur en économie de marché », Mémoire de recherche de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 57 p.</p> <p>PANURGE Jean Nicolas, « Le cadre juridique de l'emploi des drones en matière de surveillance maritime », Rapport de stage de Master 2 Territoire Risque et Action publique, Université de la Réunion, 2014, 41 p. (Bureau de l'action de l'État en mer, sous la direction de l'enseigne de Vaisseau de 1<sup>ère</sup> classe, Jérémy Drisch)</p>

## Activités de recherche

2023	Europe – de janvier à mars – Commentaires mensuels -11 commentaires
2022	Europe – d'octobre à décembre - Commentaires mensuels -9 commentaires

2020	<i>Europe</i> – de janvier à juillet. Commentaires mensuels - 28 commentaires
2019	Participation à un colloque international à Maurice : Mlle K. APPADOO, Pr J. COLOM, Dr A. MENDOZA SPINOLA & Pr A-S. TABAU, <i>Conférence Justice Climatique 2019, Pour une approche pluridisciplinaire et multipartite de la justice climatique à Maurice: « La carence des pouvoirs publics dans l'adaptation aux changements climatiques : quels recours en droit administratif français ? »</i>
	<i>Europe</i> – commentaires mensuels -42 commentaires
2018	<i>Europe</i> – commentaires mensuels – 59 commentaires
	« La carence des pouvoirs publics dans l'adaptation au changement climatique : quels recours ? Etude de la responsabilité administrative », in Tabau A-S. (Dir.), <i>Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques ? L'expérience de l'île de La Réunion</i> , Confluence des droits, Coll. électronique en archive ouverte de l'UMR DICE, Vol. 4, 2018, p. 149.
	« L'action territoriale de l'Union européenne à la Réunion », in D. Blanc et J. Dupont-Lassalle, <i>L'Union européenne, modèle de puissance ou puissance modèle dans l'Océan indien</i> , Les Actes de la Revue du droit de l'Union européenne, 2018, p. 217.
2017	« Le relevé d'office et la protection du justiciable », <i>RDUE</i> 2/2017, p. 53.
	<i>Europe</i> , commentaires mensuels – 51 commentaires-
2016	Chronique de droit administratif, <i>RJOI</i> 23-2016, p. 51 à 185.
	« La carence des pouvoirs publics dans l'adaptation au changement climatique : quels recours ? Etude de la responsabilité administrative », colloque organisé par le CRJ (A-S. Tabau & A. Dameron), <i>L'adaptation aux changements climatiques de « bas en haut » : quelles traductions juridiques à La Réunion ?</i> 14 & 15 novembre 2016, Université de La Réunion, (contribution orale, rapport au ministère)
	« La scolarisation des enfants handicapés, bilan de la mise en œuvre de la loi du 10 février 2005 », Colloque à l'occasion des 10 ans de la loi du 10 février 2005, 12 mars 2015, <i>RDLF</i> 2016, chron. n° 23.
	<i>Europe</i> , commentaires mensuels -43 commentaires-
2015	« Le caractère attaquant de la décision d'ouverture de la procédure formelle d'examen de l'aide : quels critères ? » <i>Europe</i> n° 11, Novembre 2015, étude 8.
	« La scolarisation des enfants handicapés, bilan de la mise en œuvre de la loi du 10 février 2005 », Colloque à l'occasion des 10 ans de la loi du 10 février 2005, 12 mars 2015 (contribution orale)
	<i>Europe</i> , commentaires mensuels -42 commentaires-
2014	<i>Europe</i> , commentaires mensuels depuis Août 2014 - 17 commentaires-
	« Le relevé d'office et la protection du justiciable », Colloque organisé par le CRJ (J. Dupont-Lassalle), 19 novembre 2014 à l'occasion de l'anniversaire de l'arrêt <i>Costa</i> (contribution orale)
	« Questions juridiques autour du départ de la Course » à l'occasion de la Journée d'études sur le Grand Raid et le Droit, Août 2015. (contribution orale)
	« Chronique de droit administratif », <i>RJOI</i> n° spécial « Jurisprudence locale » 2014, p. 93-169.

	<p>Note sous TA Saint Denis de La Réunion, 2 décembre 2013, <i>Société Eiffage TP</i>, n° 1301216, 1301217 et CE, 5 mars 2014, <i>Société Eiffage TP</i>, n° 374048, <i>RJOI</i> 2014, numéro spécial jurisprudence, p. 97.</p> <p>Commentaire de la décision du Tribunal des conflits, 19 décembre 2013, <i>Epoux Panizxon contre Commune de Saint-Palais-sur-Mer</i>, <i>Annales de droit administratif</i>, sous la direction du Pr. Xavier Dupré de Boulois, 2015, Paris, Dalloz, p. 203.</p> <p>« Un désordre normatif à géométrie variable en droit administratif », Colloque « Le désordre normatif et la qualité de la norme », organisé le 20-21 mars 2014 à l'Université de La Réunion, dans le cadre de l'appel à projet lancé par la mission recherche Droit et justice et le Ministère de la justice et des libertés.</p>
2013	<p>« Chronique de droit administratif », <i>RJOI</i> 17-2013, p. 235-280.</p> <p>« La photographie d'une œuvre d'art, un élément immatériel du domaine public mobilier au service de sa valorisation », <i>LPA</i> 11 avril 2013, n° 73, p. 11.</p>
2012	<p>Direction et rédaction de commentaires dans la chronique de Droit administratif, <i>RJOI</i> 15/2012</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Note sous TA Saint Denis, 5 avril 2012, <i>M. Demissy</i>, <i>RJOI</i> 15/2012, p. 218.</li> <li>- Note sous TA Saint Denis, 15 avril 2011, <i>M. Hamiche</i>, <i>RJOI</i> 15/2012, p. 221.</li> <li>- Note sous TA Saint Denis, 5 avril 2012, <i>Mme Bois contre Centre communal d'action sociale de Saint-Joseph</i>, <i>RJOI</i> 15/2012, p. 223.</li> <li>- Note sous Conseil d'État, 11 juin 2012, <i>Commune de l'Étang salé</i>, <i>RJOI</i> 15/2012, p. 235.</li> </ul> <p>Publication de la thèse « Le recours en carence en droit de l'Union européenne » chez Bruylant en avril 2012</p> <p>Membre du projet de recherche sur « Le désordre normatif et la qualité de la norme », projet soutenu par la Mission Droit et Justice, porté par le Centre de Recherche Juridique sous la direction du Pr. Marteau-Lamarche.</p> <p>Direction de la chronique de droit administratif, <i>RJOI</i> 13/2011, p. 187 à 220.</p>
2011	<p>« Les juges constitutionnels face au Traité de Lisbonne, contribution à l'étude comparée des décisions des Cours constitutionnelles française, allemande et tchèque », <i>Annuaire international de justice constitutionnelle</i>, XXVI-2011, Études, p. 43.</p> <p>« La mise en cause de la responsabilité de l'État du fait des lois, ultime rebondissement dans le contentieux du contrat « nouvelles embauches » », <i>AJDA</i> 16/2011, p. 912.</p>
2010	<p>« Le statut du commissaire du gouvernement dans la phase judiciaire de l'expropriation pour cause d'utilité publique : une institution à la croisée des chemins », <i>RFDA</i> 2/2010, p. 345.</p> <p>Note sous CAA Bordeaux, 20 janvier 2009, <i>Centre hospitalier départemental</i>, in G. KALFLECHE (dir.), Chronique « Contentieux administratif », <i>Revue juridique de l'Océan indien</i> 2010, n° 10, p. 248.</p> <p>Note sous Conseil d'État, 26 juin 2009, <i>Coopérative agricole d'approvisionnement des Avirons</i>, in G. KALFLECHE (dir.), Chronique « Contentieux administratif », <i>RJOI</i> 2010, n°10, p. 257.</p>

2009	« Retour sur le relevé d'office des moyens tirés du droit communautaire : bilan au lendemain de l'arrêt Heemskerk », <i>Europe</i> n° 7, Juillet 2009, étude 7.
2008	<p><i>Le recours en carence en droit de l'Union européenne</i>, Th. Université de la Réunion, 2008, 642 p.</p> <p>Note sous CAA Bordeaux, 2 octobre 2007, <i>Société Armas Pêche, Société Comata, Société Pêche avenir</i>, in G. KALFLECHE (dir.), Chronique « Contentieux administratif », <i>Revue juridique de l'Océan indien</i> 2008, n° 8, p. 270.</p> <p>Note sous CAA Bordeaux, 21 mars 2008, <i>Communauté d'agglomération du territoire de la Côte Ouest</i>, in G. KALFLECHE (dir.), Chronique « Contentieux administratif », <i>Revue juridique de l'Océan indien</i> 2008, n° 8, p. 278.</p>

### Activités extra-universitaires

<p><i>Juin-juillet 2015</i></p> <p><i>Octobre 2012</i></p> <p><i>Juin 2012</i></p>	<p>Participation à des jurys de BTS</p> <p>Participation au jury du concours d'attaché principal organisé par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Réunion</p> <p>Présidence de Jury de Baccalauréat professionnel VAE Session 2012 (Esthétique-Cosmétique-Parfumerie)</p> <p>Participation au jury du concours d'attaché principal organisé par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Réunion.</p>
--	--